

Édito

Kinshasa : d'encombrants cadavres

Par Marie-France Cros

Le scandale des "424 cadavres de Maluku" ne fait que commencer, commente un de nos confrères à Kinshasa. De fait, la lumière doit encore être faite sur cet enterrement clandestin, dont le nombre de dépouilles a été donné par le gouvernement – qui en est l'ordonnateur – alors que l'exhumation n'a pas encore été décidée.

Si les ONG – qui craignent que le régime ait voulu se débarrasser des cadavres des victimes de sa répression croissante – ont tort, les autorités congolaises ont été pour le moins maladroites.

Pourquoi, en effet, se cacher pour exécuter la tâche charitable de donner une dernière demeure à des indigents ?

Pourquoi le faire dans une telle hâte que les cadavres, mal enterrés, ont répandu une odeur insupportable ?

Pourquoi, dans ce pays de croyants, n'avoir pas procédé à l'inhumation – même de dépouilles anonymes – en présence de prêtres ?

Massacre ou salubrité publique, le scandale causé par cet enterrement clandestin est aussi une illustration du manque de confiance du public congolais envers ses autorités.

Ce n'est pas la police que les habitants de Maluku ont appelée pour leur venir en aide, mais les casques bleus de l'Onu – des étrangers. Et c'est à ceux-ci que Kinshasa a répondu, plutôt qu'à ses concitoyens, comptés pour rien.

La défiance des Congolais envers leurs autorités résulte, *in fine*, de la fraude électorale massive de 2011, qui avait décrédibilisé les scrutins. La communauté internationale avait alors fermé les yeux. Le refera-t-elle, si les 424 cadavres de Maluku ne sont pas ceux que le ministre congolais de l'Intérieur dit ?